

BULLETIN D'INFORMATION

SOIXANTE-DIX MURS DE SÉPARATION ONT ÉTÉ CONSTRUITS SUR 30 ANS POUR EMPÊCHER L'ENTRÉE DES MIGRANTS. **LA LUTTE CONTRE LA MIGRATION A ÉTÉ EXPLOITÉE PAR L'EUROPE POUR "REVITALISER L'INDUSTRIE EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE"**

Reuters a publié une étude menée par des anthropologues spécialisés dans les questions de migration, Robert Anderson et David Keen, intitulée "Armes de migration collective : Comment les États exploitent l'échec des politiques migratoires". L'étude met l'accent sur l'échec des pays européens à résoudre la crise migratoire.

L'étude souligne l'échec des initiatives politiques et des plans européens visant à résoudre la crise migratoire, la qualifiant de "crime complexe" où les erreurs présumées et les opérations de dissimulation sont systématiques. Elle met en lumière les conséquences néfastes de la lutte contre le trafic, notamment les décès de milliers de personnes aux frontières, l'escalade du chantage politique et la professionnalisation du trafic d'êtres humains lui-même. Ces résultats ne sont pas considérés comme des incidents isolés, mais comme des échecs continus de la politique qui doivent être examinés à la fois en termes de "ce qui s'est mal passé" et de "ce qui s'est bien passé" – et qui bénéficie de ces dégâts.

Le rapport développe la complexité de la guerre contre la migration irrégulière, critiquant l'approche de "la guerre contre tout" pour son manque perpétuel de victoire et ses résultats souvent désastreux. Il cherche à répondre à des questions spécifiques : Pourquoi les politiciens continuent-ils à déclarer la guerre à la migration irrégulière, et pourquoi de telles interventions et politiques désastreuses persistent-elles ? Qu'est-ce qui les rend acceptables, et pourquoi semble-t-on ne jamais en tirer de leçons ?

L'étude commence en 2010, lorsque l'anthropologue Robert Anderson a entamé des recherches sur les raisons de l'arrivée de 30 000 migrants africains sur les îles Canaries espagnoles. L'étude révèle que divers acteurs, dont des universitaires, des organisations, des marines européennes et certains politiciens, profitent de la misère des migrants. Elle aborde également l'implication de politiciens sénégalais bénéficiant des fonds d'aide espagnols pour les opérations de déportation et les patrouilles frontalières.

L'étude met en avant le rôle du défunt colonel libyen Mouammar Kadhafi dans la mise en avant de la question de la migration irrégulière, menaçant que l'Europe deviendrait noire à moins de fournir davantage de services à son pays. Le renversement de Kadhafi et le conflit violent qui a suivi ont entraîné une série de déplacements et de migrations, intensifiant le chantage politique.

Le rapport souligne que divers seigneurs de guerre en Libye, suivant l'héritage de Kadhafi, combattent et profitent simultanément de la migration. Par exemple, "Al-Bija", un chef de milices dans la ville libyenne de Zawiya, dirige le marché du trafic.

L'étude souligne également comment le président turc Recep Tayyip Erdogan utilise la question de la "migration" comme une carte gagnante, menaçant d'ouvrir les vannes de la migration comme tactique pour obtenir des promesses de l'Union européenne.

Les migrants sont devenus un outil géopolitique, transformant la migration en une "arme collective" pour les pays moins puissants afin d'exercer une pression sur des partenaires plus forts. L'étude note la transformation des frontières en forteresses contre la migration indésirable, avec plus de 70 murs construits en trois décennies pour éloigner les gens.

Dans le contexte de la guerre contre la migration et de la protection des frontières, l'"industrie de la défense" en Europe a été revitalisée. Des technologies telles que des radars avancés, une surveillance par satellite, des capteurs au sol et une surveillance en ligne ont été développées. Malgré les investissements croissants dans la sécurité des frontières, les dépenses massives en matière de sécurité des frontières s'accompagnent d'une croissance significative de la migration illégale.

En résumé, l'étude met en lumière les complexités et les échecs des politiques migratoires, l'exploitation des crises par divers acteurs et les dimensions géopolitiques de la guerre contre la migration irrégulière.

LE GOUVERNEUR DU TEXAS SIGNE UNE LOI AUTORISANT LES AUTORITÉS DE L'ÉTAT À ARRÊTER ET EXPULSER LES MIGRANTS

"Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, signe une loi autorisant la police de l'État à arrêter et expulser les immigrants illégaux venant du Mexique, défiant les politiques des États-Unis."

Le gouverneur Abbott du Texas a signé une loi permettant à la police de l'État d'arrêter et d'expulser les migrants entrant aux États-Unis illégalement depuis le Mexique, défiant ainsi les politiques américaines. Abbott a accusé le président Joe Biden de ne pas en faire assez pour arrêter l'immigration illégale, affirmant que l'inaction délibérée avait conduit à l'entrée illégale de huit millions de personnes dans le pays depuis l'entrée en fonction de Biden en janvier 2021.

Abbott défend la nouvelle loi comme étant constitutionnelle, affirmant que le Texas est laissé à se "défendre lui-même". La loi fait de l'entrée illégale depuis un pays étranger au Texas un délit criminel, punissable de jusqu'à 20 ans de prison. Elle prévoit un mécanisme permettant aux autorités d'ordonner à un immigrant en situation irrégulière de retourner dans le pays étranger d'origine. La loi autorise tout agent exécutif au Texas à arrêter des individus soupçonnés d'entrer illégalement dans le pays. Une fois détenus, ils peuvent soit accepter une ordonnance émise par un juge du Texas de quitter les États-Unis, soit faire face à un procès pour des accusations liées à l'entrée illégale. Ceux qui ne se conforment pas à l'ordre d'arrestation peuvent faire l'objet d'accusations criminelles plus graves.

La loi prévue, qui entrera en vigueur en mars, devrait probablement faire face à des contestations judiciaires de la part de l'administration Biden et de groupes de défense des libertés civiles. Elle représente le dernier point de discorde entre le gouverneur républicain et les autorités fédérales.

Des experts de la société civile anticipent un conflit juridique potentiel avec le gouvernement fédéral, qui établit et fait généralement respecter les lois sur l'immigration. Les opposants soutiennent que la loi pourrait conduire à des arrestations illégales de citoyens américains et d'immigrants légalement présents dans le pays, en plus de renforcer le profilage racial. Ils estiment qu'elle rendra les victimes de crimes liés aux migrants craintives de contacter la police.

Les opposants à la loi la considèrent comme la tentative la plus dramatique d'un État de contrôler l'immigration depuis la loi de l'Arizona en 2010, largement annulée par la Cour suprême des États-Unis. Le département de la Justice américain a intenté un procès visant à faire enlever une barrière flottante érigée par les autorités texanes dans le fleuve Rio Grande pour empêcher les migrants de traverser depuis le Mexique. Trente anciens juges de l'immigration américains, ayant servi sous des administrations républicaines et démocrates, ont récemment condamné cette action comme étant inconstitutionnelle.

Le gouvernement mexicain a critiqué les actions du gouvernement texan, avertissant que la loi entraînerait des séparations familiales et du profilage racial. Le Texas avait précédemment conclu des accords avec des propriétaires fonciers privés le long de sa frontière avec le Mexique, permettant l'arrestation de migrants traversant leurs propriétés sous des chefs d'accusation de violation plutôt que d'"immigration illégale". La loi du gouverneur Abbott est l'une des trois initiatives récemment signées visant à financer ses efforts continus pour dissuader l'immigration illégale le long de la frontière Texas-Mexique au cours des trois dernières années.



Le Liban secourt 50 migrants syriens au large de ses côtes

L'armée libanaise a annoncé le sauvetage de plus de 50 personnes, principalement des Syriens, suite au naufrage d'un bateau de migrants au large de la côte nord du pays. L'armée libanaise a déclaré dans un communiqué de presse qu'un bateau avait chaviré au large de la côte de Tripoli, au Liban, alors qu'il était utilisé pour le trafic illégal d'individus. Les forces navales ont pu secourir 51 personnes, dont deux Palestiniens et 49 Syriens.

Les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés quittant le Liban par bateau cherchent une vie meilleure en Europe, se dirigeant souvent vers l'île de Chypre dans la mer Méditerranée orientale, à environ 200 kilomètres des côtes libanaises. Le Liban accueille environ deux millions de Syriens, selon les autorités, dont 800 000 sont enregistrés auprès des Nations Unies. Cependant, avec l'effondrement économique libanais en 2019, le Liban est devenu un point de départ pour les migrants via la mer.

ROME ET LONDRES CONVIENNENT DE FINANCER UN PROJET DE RAPATRIEMENT DES MIGRANTS EN TUNISIE VERS LEURS PAYS D'ORIGINE



Le Royaume-Uni et l'Italie ont conjointement annoncé leur collaboration pour financer le voyage de retour des migrants bloqués en Tunisie, selon des déclarations des deux pays. Cependant, ils n'ont pas spécifié le montant des fonds à fournir. Les Premiers ministres des deux nations se sont engagés à stopper l'afflux de bateaux de migrants sur leurs côtes.

Les Premiers ministres du Royaume-Uni et de l'Italie, Rishi Sunak et Giorgia Meloni, ainsi que le Premier ministre de l'Albanie, Edi Rama, se sont réunis dans la capitale italienne, Rome. Ils ont convenu d'intensifier les efforts pour lutter contre les trafiquants d'êtres humains et se sont engagés à participer au financement d'un projet visant à améliorer et soutenir le retour volontaire des migrants de Tunisie vers leurs pays d'origine.

Le bureau du Premier ministre italien a déclaré qu'ils "s'engageaient à participer au financement d'un projet visant à améliorer et soutenir le retour volontaire des migrants de Tunisie vers leurs pays d'origine", confirmant l'alignement avec les projets existants de l'ONU. Meloni a souligné que les efforts pour lutter contre la migration irrégulière sont une bataille contre les trafiquants d'êtres humains.

Le Premier ministre britannique a déclaré : "Si nous ne traitons pas ce problème, les chiffres augmenteront. Nos pays et notre capacité à aider ceux qui ont vraiment besoin de notre aide seront véritablement compromis." Sunak a salué l'approche de la Première ministre italienne Giorgia Meloni dans la lutte contre la migration irrégulière, la comparant à l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher, affirmant qu'une certaine approche de la "dame de fer" est nécessaire pour aborder la migration irrégulière.

Le Premier ministre de l'Albanie a souligné l'importance de l'accord entre l'Italie et l'Albanie pour ouvrir des centres de traitement pour les migrants dans son pays.

Les Premiers ministres italien et britannique ont tous deux été vivement critiqués pour leurs politiques, allant des plans de Sunak d'envoyer des demandeurs d'asile au Rwanda aux efforts de Meloni pour limiter les activités des navires de sauvetage caritatifs en mer Méditerranée.



UN RAPPORT INTERNATIONAL CONDAMNE LES DÉTENTIONS ARBITRAIRES D'IMMIGRANTS SANS PAPIERS EN TUNISIE

L'Organisation internationale contre la torture a dénoncé les arrestations arbitraires, les déplacements forcés et les expulsions illégales d'immigrants sans papiers vers les frontières avec la Libye et l'Algérie en Tunisie. Le rapport, intitulé 'Chemins de la torture', a révélé des violations d'accords internationaux signés par la Tunisie, entraînant le déplacement de plus d'un millier d'individus vers des zones désertiques le long des frontières avec la Libye et l'Algérie. L'organisation a accusé les autorités tunisiennes de violences institutionnelles quotidiennes contre les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, citant des témoignages directs et des rapports d'organisations non gouvernementales. Le rapport a mis en lumière les violations croissantes des droits de l'homme à la suite d'un discours du président Kais Saïed en février, condamnant l'arrivée de 'hordes de migrants sans papiers' en Tunisie. Il a souligné les évacuations forcées et illégales, les opérations de déportation et les processus d'expulsion en Algérie et en Libye, entraînant l'expulsion d'au moins 5 500 migrants vers la Libye et plus de 3 000 vers l'Algérie, avec environ une centaine de décès signalés à la frontière tuniso-libyenne. L'organisation s'est dite préoccupée par les conditions de vie inhumaines auxquelles sont confrontés les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile dans les régions rurales de la Tunisie, pouvant entraîner des actes de torture et des mauvais traitements. Elle a tiré la sonnette d'alarme sur l'incapacité des autorités tunisiennes à protéger des milliers de migrants, soulignant les dures conditions de vie sans accès aux services de base, aux opportunités d'emploi et aux sources de revenus.



DES MANIFESTATIONS EN INDONÉSIE ONT SUIVI L'ARRIVÉE DE 1500 ROHINGYAS

Plus de 200 personnes ont manifesté en Indonésie contre l'arrivée continue de réfugiés Rohingyas par bateau dans ce pays asiatique. Plus de 1 500 Rohingyas, qui ont fui des attaques violentes au Myanmar et des camps au Bangladesh voisin à la recherche d'une vie meilleure, sont arrivés sur l'île d'Aceh, en Indonésie, au large de la côte de Sumatra le mois dernier. Les manifestants, dont beaucoup étaient des résidents et des étudiants, ont appelé les autorités et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à expulser tous les réfugiés Rohingyas de l'île de Weh.

L'Indonésie avait lancé un appel à la communauté internationale pour fournir une assistance aux réfugiés Rohingyas, compte tenu de l'afflux continu de femmes et d'enfants fuyant le Myanmar. Les dernières arrivées comprenaient 139 migrants en une semaine, car l'Indonésie les autorise à entrer contrairement à la Malaisie. Le gouvernement indonésien fait face au rejet populaire du nombre croissant de réfugiés, et le président Joko Widodo a annoncé que le gouvernement soupçonne l'augmentation de la traite des êtres humains d'être la raison derrière l'augmentation du nombre d'arrivées Rohingyas.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a appelé de toute urgence les pays voisins à "déployer rapidement toutes les capacités de recherche et de sauvetage en réponse aux deux navires échoués signalés transportant des centaines de Rohingyas en danger de mort, dérivant en mer d'Andaman", qui surplombe les côtes du Myanmar, de l'Indonésie et de la Thaïlande. La commission indique que plus de 3 500 Rohingyas ont tenté le voyage périlleux vers les pays d'Asie du Sud-Est en 2022, avec environ 350 d'entre eux ayant perdu la vie ou disparu l'année dernière en tentant de traverser la mer.



LA MORT DE 61 MIGRANTS AU LARGE DE LA CÔTE DE LA LIBYE



L'Organisation internationale pour les migrations a déclaré que 61 migrants ont perdu la vie dans un incident tragique au large de la côte de la Libye, portant le nombre total de victimes de la migration irrégulière dans le passage central de la Méditerranée depuis le début de l'année 2023 à 1 700 personnes. Le bateau est parti de la ville côtière de Zuwara, située à l'ouest de la capitale Tripoli, à environ 60 kilomètres (37 miles) de la frontière tunisienne, transportant environ 86 personnes. Dans son communiqué, l'organisation a ajouté que la Méditerranée centrale reste l'une des routes migratoires les plus dangereuses au monde, avec le naufrage d'un bateau au large de la côte grecque transportant près de 750 migrants irréguliers. L'organisation a également souligné que le nombre de décès de migrants dans le monde a atteint 2 200 depuis le début de cette année, avec 1 727 décès ou disparitions le long de la route de la Méditerranée centrale. Elle a noté que 22 400 décès ont été enregistrés sur cette route depuis 2014.

L'organisation souligne l'augmentation du nombre de migrants irréguliers vers l'Italie en provenance de la Tunisie et de la Libye en 2023, atteignant 153 000 personnes. Jusqu'au 9 décembre, la garde côtière libyenne a intercepté des centaines de bateaux transportant plus de 15 300 personnes, les renvoyant vers le pays d'Afrique du Nord, que les organisations de défense des droits humains considèrent comme 'non sûr'.

Le Canada lance un programme complet permettant aux immigrants d'obtenir la résidence permanente, avec pour objectif d'attirer 500 000 immigrants d'ici 2025

Actuellement, le gouvernement canadien prévoit un programme complet permettant aux immigrants de demander la résidence permanente, régularisant ainsi leur statut et leur permettant d'obtenir la citoyenneté canadienne. Le gouvernement canadien vise à attirer 500 000 immigrants d'ici 2025, dans le but d'augmenter la croissance économique.

Selon les déclarations du ministre canadien de l'Immigration, entre 300 000 et 600 000 personnes vivent au Canada sans documents officiels, et beaucoup d'entre elles risquent la déportation.

Mark Miller, le ministre canadien de l'Immigration, déclare que le nouveau programme inclura des personnes qui sont entrées légalement, telles que des travailleurs temporaires ou des étudiants internationaux, et qui sont ensuite restées après l'expiration de leurs visas. Le ministre canadien de l'Immigration devrait présenter la proposition au Cabinet en mars.

Le gouvernement canadien a annoncé qu'il cesserait d'augmenter le nombre d'immigrants à partir de 2026. Le Canada vise à accueillir 465 000 nouveaux résidents cette année, 485 000 en 2024, avant d'atteindre 500 000 en 2025, un niveau qu'il souhaite maintenir en 2026.



À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS, LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION PRÉSENTE UN RAPPORT SUR SES EFFORTS POUR LUTTER CONTRE LA MIGRATION ILLÉGALE

À l'occasion de la Journée internationale des migrants, le ministère d'État chargé de l'Immigration et des Égyptiens de l'étranger a présenté un rapport sur ses efforts pour lutter contre la migration illégale. L'ambassadeur Sahar Gendy, ministre de l'Immigration, a déclaré qu'ils tiennent à passer en revue certains des efforts du ministère pour faire face à la migration illégale et prendre soin des Égyptiens à l'étranger.

Elle a ajouté : 'Alors que nous célébrons la Journée internationale des migrants, nous affirmons nos efforts continus pour servir nos compatriotes dans les gouvernorats, lutter contre la migration illégale et contribuer aux efforts de construction nationale de la direction politique. Cela se fait en coopération avec divers ministères et institutions de l'État, garantissant la satisfaction de toutes les demandes, besoins et incitations alloués aux Égyptiens à l'étranger.'

La ministre a mentionné que la migration peut être un pilier fondamental du développement durable, de la prospérité et du progrès si elle est gérée correctement. Le ministère de l'Immigration a dispensé environ 341 cours de sensibilisation dans 19 gouvernorats, bénéficiant à 8 656 jeunes hommes et femmes, ainsi que la formation de 3 334 formateurs pour sensibiliser les jeunes dans les gouvernorats les plus enclins à la migration illégale. De plus, 257 cours de formation ont été proposés aux jeunes dans divers métiers, bénéficiant à plus de 6 000 jeunes dans 18 gouvernorats.

Le ministère a également mené des campagnes de sensibilisation auprès d'environ 2 millions de personnes en collaboration avec le Conseil national des femmes dans le cadre de campagnes de porte à porte pour faire face à la migration illégale. Ces campagnes ont ciblé 183 villages connus pour la migration illégale dans 11 gouvernorats. De plus, le ministère a organisé 31 réunions publiques avec la participation d'environ 20 000 personnes, où des représentants de l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises ont discuté des stratégies de financement de projets et ont présenté des projets de jeunes réussis pour encourager les autres à travailler et à s'efforcer dans le pays.

L'initiative présidentielle 'Bateaux de sauvetage' comprenait 31 convois médicaux dans 16 gouvernorats, traitant 6 291 citoyens lors de ces initiatives.



DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES CONDAMNENT LA NOUVELLE LÉGISLATION DE L'UNION EUROPÉENNE CONCERNANT LA MIGRATION ET AFFIRMENT : LE SYSTÈME EST PEU PERFORMANT, COÛTEUX ET SÉVÈRE

Des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme ont condamné la nouvelle législation de l'Union européenne concernant la réforme de la politique migratoire dans le bloc sous sa forme actuelle, la considérant comme un outil qui porte atteinte aux droits de l'homme. Les organisations ont déclaré dans un communiqué commun que le nouveau Pacte de l'UE sur la migration et l'asile pourrait aggraver les problèmes existants dans la gestion de la migration irrégulière en Europe au lieu de les réformer, selon un groupe de défenseurs des droits de l'homme. Des dizaines d'ONG concernées par les droits de l'homme et les droits des migrants ont signé une lettre adressée à la Commission européenne, au Conseil de l'Union européenne, au Parlement européen et à la présidence espagnole exprimant leurs préoccupations concernant la nouvelle législation. Elles ont fait valoir qu'elle 'reflétera l'approche ratée du passé et aggravera l'approche ratée qui a été adoptée dans le passé.' La partie controversée de la nouvelle législation proposée est le règlement de crise, qui définit des règles exceptionnelles qui s'appliqueraient uniquement si un État membre est soumis à une pression migratoire massive. Dans de tels cas, la législation permet aux États membres d'appliquer des mesures plus strictes, notamment en prolongeant la période de rétention des demandeurs rejetés de 12 à 20 semaines. Selon les défenseurs des droits de l'homme et des migrants, le Pacte de l'UE sur la migration et l'asile, s'il est adopté dans sa forme actuelle, conduira à 'un système inefficace, coûteux et sévère qui s'effondre lors de sa mise en œuvre et laisse des problèmes critiques sans réponse.' Les ONG, dont Amnesty International, Save the Children, ActionAid International, les avocats européens pour la démocratie et d'autres organisations, soutiennent que la nouvelle législation 'normalisera la détention arbitraire de migrants, y compris d'enfants et de familles, augmentera le profilage racial et utilisera des mesures de "crise" pour permettre des refoulements et des renvois vers des prétendus "pays tiers sûrs", où les personnes encourent le risque de violence, de torture et d'emprisonnement arbitraire.' Les organisations ont accusé certains États membres de l'UE de mener des opérations illégales de refoulement, comme en Grèce, et de tenter de renvoyer des personnes vers des "pays tiers sûrs", qui ne sont pas du tout sûrs, comme c'est le cas en Italie. Les ONG ont souligné dans leur déclaration que l'approche de l'UE pour lutter contre la migration irrégulière 'trahit l'esprit du travail actuel de l'UE' en se concentrant sur la construction de murs plutôt que sur la recherche de solutions pour accueillir et recevoir les migrants. La lettre indiquait : 'Au lieu de diriger des financements vers davantage de camps, de murs et de surveillance, les ressources devraient être dirigées vers la fourniture de solutions efficaces, orientées vers la protection et basées sur l'assistance, similaires à celles fournies aux personnes fuyant l'Ukraine.' Les organisations ont appelé à renforcer les systèmes d'accueil et d'asile, et non à les affaiblir, et à fournir des mécanismes de partage équitable des responsabilités entre les pays européens. Elles ont mis en garde contre le fait que la décision finale sur le Pacte de l'UE sur la migration et l'asile doit être une décision politique, mais elle ne doit pas compromettre les droits de l'homme. Les ONG ont écrit : 'Lorsqu'ils sont compromis, il y a des conséquences pour nous tous.'

LE TRIBUNAL CRIMINEL DU CAIRE CONDAMNE 5 ACCUSÉS POUR TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS



Le tribunal criminel du Caire, situé dans le Fifth Settlement, a condamné 5 accusés, dont 3 employés d'une entité gouvernementale, à des peines de prison allant de 7 à 10 ans. Les employés accusés ont également été condamnés à une amende de 200 000 livres égyptiennes chacun. Ils ont été accusés de trafic d'êtres humains et de falsification de documents officiels. L'affaire remonte à la période entre septembre 2018 et avril 2022. Pendant ce temps, un employé d'une entité gouvernementale a créé un groupe criminel organisé, le dirigeant dans l'intention de commettre le crime de trafic d'immigrants, selon le tribunal criminel. Le groupe criminel comprenait des employés publics qui ont collaboré à la falsification de documents officiels, en l'occurrence 'un relevé de situation professionnelle dans une entité gouvernementale', pour faciliter les procédures de voyage d'immigrants illégaux. Le parquet a déclaré que les accusés, qui étaient des employés publics, ont comploté et aidé un employé public de manière malveillante, travaillant au Département des passeports, à falsifier des documents officiels, facilitant ainsi le processus de voyage d'immigrants illégaux.

